

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1893.

XCII.

REVISION DES ARTICLES 53, 54 ET 56 DE LA CONSTITUTION (1).

## TROISIÈME RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MELOT.

MESSIEURS,

Vous avez renvoyé de nouveau les articles 53 et 56 de la Constitution à l'examen de votre commission; celle-ci s'est trouvée saisie de trois proposi-

- (1) Déclarations du Pouvoir législatif, n° 5, I (*Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145).  
Règlement de procédure n° 19, II.  
Liste des membres de la Commission, n° 20, III.  
Propositions de plusieurs Représentants, n° 15, V.  
Propositions de plusieurs Représentants, n° 15, VII.  
Proposition de revision des articles 52 et 57, n° 22, IX.  
Proposition de revision de l'article 53, n° 26, XIII.  
Proposition de revision de l'article 56, n° 27, XIV.  
Proposition de revision de l'article 57, n° 28, XV.  
Proposition de revision des articles 55 et 56, n° 42, XXIX.  
Proposition de revision de l'article 56, n° 45, XXX.  
Amendement aux propositions relatives à l'article 56, n° 44, XXXI.  
Propositions relatives à la revision de la Constitution, n° 46, XXXIII.  
Note relative aux propositions de revision contenues dans le n° 46, .XXXIII.  
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, jusqu'au 14 janvier 1893, n° 53, XLII.  
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, à la date du 30 janvier 1893, n° 57, XLIV.  
Rapports, n° 114, XLVI et 208, LXXII.  
Propositions de revision des articles 53, 54, 56, 57, 58, n° 193, LXVIII.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 209, LXXXIII.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 212, LXXXIV.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 219, LXXXVI.  
Proposition de revision des articles 26, 55 et 54 de la Constitution, n° 221, LXXVII.  
Tableau des propositions relatives à l'article 53 de la Constitution soumises au vote de la Chambre à la date du 17 juin 1893, n° 223, LXXIX.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 226, LXXX.  
Proposition de revision de l'article 56 de la Constitution, n° 227, LXXXI.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 228, LXXXII.  
Propositions de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 230, LXXXIII.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 233, LXXXIV.  
Propositions de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 242, LXXXV.  
Proposition de revision de l'article 58 de la Constitution, n° 243, LXXXVI.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 244, LXXXVII.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 249, LXXXIX.  
Proposition de revision de l'article 53 de la Constitution, n° 250, XC.

(2) La commission était composée de MM. DE LANTSHEERE, président; ANCIEN, COREMANS, DE SMET DE NAEYER, FÉRON, FRÈRE-ORBAN, FRIS, GRAUX, HEYENEN, HOUZEAU DE LEHIAIE, JANSON, MELOT, NEUJEAN, SABATIER, SAINTELETTE, SCHAETZEN, SCHOLLAERT, TACK, VAN CLEEMPUTTE, VISART AMÉDÉE et WOESTE.

tions nouvelles. Vous les connaissez, elles ont été imprimées et vous ont été distribuées.

Après les discussions et les votes de la Chambre, il semble que nul ne peut se flatter de voir triompher complètement le système qu'il préfère. Le mode d'élection à deux degrés a été soumis au vote de la Chambre qui l'a repoussé, par une décision de principe, à une majorité considérable. Vous n'avez pas admis le système qui prétendait trouver dans l'âge plus avancé des électeurs une garantie conservatrice pour la composition du Sénat; cette proposition, qui émanait de votre commission, a rallié cependant un nombre de voix presque égal aux deux tiers des votants. Il est certain néanmoins que la plupart des membres de la Chambre et du Sénat croient nécessaire d'établir des différences dans le mode d'élection des deux Chambres. Les discussions qui ont eut lieu ne laissent aucun doute à cet égard; les uns limitent, pour le Sénat, le nombre des électeurs, les autres groupent autrement les mêmes électeurs.

Si l'on veut reviser les articles 53 et 56, il paraît indispensable de chercher à concilier les diverses opinions, à les réunir dans une transaction acceptable pour toutes. Dans cette tentative de conciliation, les deux articles ne sauraient être séparés; leur sort est lié par une étroite connexité; ils exercent l'un sur l'autre une grande influence et sont unis à ce point que, si aucune des propositions relatives à l'article 53 ne réunissait la majorité exceptionnelle des deux tiers des voix, il est probable qu'aucune modification ne serait apportée à l'article 56. Tel est le sentiment d'un grand nombre de membres de la Chambre.

Le projet que l'honorable M. Léon Visart a proposé à la commission ne concerne que l'article 53. Il s'inspire uniquement du principe de l'élection à deux degrés. Il se distingue par deux caractères du projet antérieurement présenté à la Chambre, dans le même ordre d'idées, et repoussé par elle. D'abord le premier délégué, qui est souvent unique, est nommé par le conseil communal; en second lieu, le nombre des délégués est plus restreint. On peut se demander quels sont le but et les motifs de cette institution de deux catégories de délégués. Pourquoi les uns sont-ils choisis par le conseil communal, tandis que les autres sont directement nommés par les électeurs généraux? Il résulte de là que, dans les petites communes, les électeurs généraux sont totalement privés du droit de choisir les délégués, tandis que ce droit leur est attribué dans les communes plus importantes.

La formule de M. Léon Visart n'a pas trouvé d'appui dans la commission. Seul un membre s'est rallié à son principe, mais il a demandé que tous les délégués fussent choisis par les conseils communaux. L'honorable M. Visart a consenti à remanier dans ce sens sa proposition primitive, et voici la forme nouvelle qu'il lui a donnée:

« Les sénateurs sont élus dans chaque circonscription électorale par les » députés, les conseillers provinciaux et un délégué de chaque commune élu » par le conseil communal.

» Dans les communes dont la population est de plus de 500 habitants, les » conseils communaux désignent en outre un délégué par 1,000 habitants ou » fraction de ce chiffre au delà de 500.

- » L'élection a lieu au chef-lieu d'arrondissement.
- » Le vote est obligatoire. »

On a vivement reproché à ce projet amendé l'influence exclusive qu'il donne aux conseils communaux dans la composition du Sénat. Deux raisons s'opposent à une telle intervention des conseils communaux dans l'élection des sénateurs. D'abord, on ignore encore comment sera composé, pour la nomination de ces conseils, le corps électoral; la loi qui établira celui-ci pourra être, à toute époque, modifiée par une autre loi votée à la simple majorité. La formation du Sénat sera donc abandonnée, indirectement mais sûrement, à la discrétion d'une simple loi. En outre, il n'est pas bon d'introduire à ce point la politique dans les élections communales. Il reste encore en Belgique un nombre considérable de communes dont les conseils ont conservé leur caractère administratif, où les luttes politiques sont inconnues; il faut se garder d'y faire pénétrer cet élément de discorde. La proposition de M. Visart a été rejetée par dix voix contre une; deux membres se sont abstenus.

Le projet de l'honorable M. Dohet se limite aussi à l'article 53; il se rattache à la proposition qui a rencontré, lors des premiers votes de la Chambre, l'accueil le moins décourageant. L'honorable membre propose de fixer à 30 ans l'âge des électeurs du Sénat; son projet constitue une transaction entre ceux qui veulent, pour le Sénat et pour la Chambre, le même corps électoral, et les partisans de l'âge de 33 ans; il rapproche les deux opinions en divisant en deux la différence d'âge de 25 à 33 ans. Les signataires de la proposition ont fait remarquer que la fixation de l'âge de 30 ans serait en harmonie avec la nature et avec les dispositions de la loi civile. C'est à 30 ans, disent-ils, que l'homme atteint son complet développement; c'est à cet âge que la loi civile écarte les dernières entraves que, dans un but d'ordre social ou d'intérêt privé, elle impose parfois à la liberté des actes de l'homme. En adoptant l'âge de 30 ans, l'article 53 écarterait seulement les éléments les plus remuants, les plus mobiles, de la population électoral. Cette privation serait pour eux insensible. Combien en est-il même qui ne s'en apercevraient pas, aucune occasion de voter pour l'élection d'un sénateur ne se présentant à eux entre 25 et 30 ans! Pour presque tous, la privation se réduirait à une seule élection. Enfin, toutes les considérations que l'on a fait valoir, dans les délibérations précédentes, pour l'admission de l'âge de 33 ans, peuvent être ici invoquées, atténuées mais non détruites.

Plusieurs membres de la commission se sont montrés hostiles à ce projet. D'accord dans leur opposition, ils l'ont justifiée par des motifs différents, contradictoires même. Les uns ont soutenu que cette proposition était dérisoire, qu'elle n'exercerait aucune influence sur la composition ni sur l'esprit du corps électoral; que si, dans cet ordre d'idées, l'élévation de l'âge à 33 ans avait pu être regardée par plusieurs comme efficace, l'âge de 30 ans n'offrait aucune garantie spéciale. D'autres, au contraire, ont combattu vivement ce qu'ils ont appelé une mutilation injustifiée du corps électoral, dont les membres les plus actifs et les plus énergiques seraient inutilement retranchés. Cependant, d'après les déclarations faites dans la commission, il

ne serait pas impossible que certains adversaires de l'âge de 30 ans se résignassent à l'adopter par transaction; mais ils imposeraient à cette adhésion éventuelle la condition que de larges concessions leur seraient faites à l'article 56; les conditions d'éligibilité devraient être réglées de telle sorte que toutes les classes sociales, notamment la classe ouvrière, pussent être représentées au Sénat par quelques-uns de leurs membres.

La proposition de M. Dohet n'a pas été soumise au vote de votre commission; elle est comprise, avec des garanties complémentaires, dans le projet de MM. de Smet De Naeyer et Visart, qui a été mis aux voix avant elle et adopté.

Ce projet de MM. Amédée Visart et de Smet De Naeyer comprend les articles 53, 54 et 56 de la Constitution; il paraît offrir un caractère plus accentué de transaction. Il institue deux catégories de sénateurs; les uns sont nommés par les électeurs de l'article 47, auxquels est imposée la condition d'âge de 30 ans; en outre, trente-six sénateurs sont créés dont l'élection est confiée aux conseils provinciaux et aux délégués des conseils communaux. Plusieurs parties de ce projet complexe n'ont pas trouvé faveur dans la discussion. On a critiqué la participation attribuée aux conseils communaux dans l'élection sénatoriale, l'application du principe de la représentation des minorités introduite dans l'élection faite par les conseils provinciaux, et enfin l'égalité du nombre des sénateurs supplémentaires dans des provinces inégalement peuplées. MM. Amédée Visart et de Smet De Naeyer ont reconnu le fondement de ces observations: ils ont modifié comme suit leur projet:

#### ARTICLE 53.

Le Sénat se compose :

1° De membres élus, à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47; toutefois les électeurs doivent être âgés de 30 ans accomplis. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces sénateurs;

2° De membres élus par les conseils provinciaux, au nombre de deux par province ayant moins de 500,000 habitants, de trois par province ayant de 500,000 à un million d'habitants, et de quatre par province ayant plus d'un million d'habitants.

#### ART. 54.

Le nombre des sénateurs élus directement par le corps électoral est égal à la moitié du nombre des membres de la Chambre des représentants.

#### ART. 56.

Pour être éligible au Sénat, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir des droits civils et politiques;

3° Être domicilié en Belgique;

4° Être âgé au moins de 40 ans;

5° Payer en Belgique au moins 1,500 francs d'impositions directes, patentes comprises;

Ou être soit propriétaire, soit usufruitier d'immeubles situés en Belgique, dont le revenu cadastral s'élève au moins à 15,000 francs.

Dans les provinces où le nombre de ces éligibles n'atteint pas la proportion de 1 sur 5,000 habitants, la liste est complétée par les plus imposés de la province jusqu'à concurrence de cette proportion. Les citoyens portés sur la liste complémentaire ne sont éligibles que dans la province où ils sont domiciliés.

Les sénateurs élus par les conseillers provinciaux sont dispensés de toute condition de cens; ils ne peuvent appartenir au conseil provincial qui les élit, ni avoir fait partie de cette assemblée pendant les deux années qui précèdent l'élection.

Votre commission vous propose d'adopter ce projet. Les votes se sont répartis de la manière suivante : sur l'article 55 du projet, huit voix pour, quatre contre, une abstention; article 54, neuf oui, quatre abstentions; article 56, neuf oui, un non, trois abstentions.

L'ensemble de ces dispositions ne répond pas entièrement au désir de ceux-là même qui les ont adoptées; il est le résultat d'une transaction entre les différents systèmes. Les partisans de l'élection à deux degrés y retrouvent leur idée favorite, dans sa forme la plus perfectionnée : vingt-six sénateurs seront en effet choisis par des corps constitués, les conseils provinciaux. Ceux qui s'attachent à la maturité de l'âge reçoivent une certaine satisfaction par l'adoption de la limite de 50 ans; comme nous l'avons déjà fait observer, cette limitation de l'âge ne donne aucun privilège à aucune classe de la population; elle s'applique à tous sans exception de position ni de fortune. Elle n'empêche donc pas ceux qui, par sentiment démocratique, veulent, pour le Sénat et pour la Chambre, l'identité d'origine électorale, d'obtenir une satisfaction sérieuse dans l'élection directe du plus grand nombre des sénateurs. Les conditions d'éligibilité sont maintenues, sans atténuation importante, pour la plus grande partie du Sénat; elles donnent une certaine assurance de modération et de prudence; et cependant l'absence de toute condition semblable pour les sénateurs choisis par les conseils provinciaux permet à tous les citoyens, sans distinction, d'aspirer au siège sénatorial. Dans ce système d'un éclectisme sage et imposé par la nécessité de réunir une majorité exceptionnelle, la commission espère trouver un ensemble de garanties propres à maintenir au Sénat son caractère conservateur : l'âge de 50 ans, les conditions d'éligibilité exigées du plus grand nombre, et, pour le surplus, l'intervention des conseils provinciaux.

Ces conseils sont, après les assemblées législatives, les premières assemblées électives du pays, et l'on est en droit d'en attendre des choix particulièrement éclairés. En Hollande, tous les sénateurs sont élus par les conseils provinciaux; beaucoup d'hommes d'État, appréciant les résultats obtenus,

trouvent ce système excellent ; il peut être utile de s'en rapprocher dans une certaine mesure et de participer à ses avantages sans avoir à redouter ses inconvénients. On trouve ainsi l'occasion de rendre hommage aux souvenirs historiques, affaiblis mais non éteints, qui se rattachent à nos anciennes provinces.

Quant à la crainte de mêler la politique à la vie provinciale, elle viendrait, ce semble, un peu tard. En fait, la nomination de quelques sénateurs par les conseils provinciaux ne changera rien à la situation actuelle et à la division des partis sur le terrain provincial. Remarquons à ce sujet que la solution contenue dans notre projet est loyale dans la distribution par province des sièges sénatoriaux, et ne peut troubler l'équilibre des partis tel qu'il résulte du jeu actuel de nos institutions.

Il y aurait donc désormais deux catégories de sénateurs élus à des titres différents. Il ne faut pas s'en étonner : il n'y a guère de Sénat, chez les peuples étrangers, dont tous les membres tirent leur mandat d'une source identique. Le Sénat anglais, par exemple, un des types les plus purs de Chambre haute, possède, à côté des pairs héréditaires, des membres électifs, les pairs d'Ecosse. La nouvelle catégorie de sénateurs belges tiendra, au fond, son mandat de la même source que l'ancienne, la source élective ; les titres, de part et d'autre, seront également honorables.

L'adjonction des sénateurs élus par les conseils provinciaux, se justifie d'ailleurs, d'après les auteurs du projet, à des points de vue divers et importants. Elle fortifiera le Sénat en y faisant entrer des hommes qui, selon toutes les prévisions, feront honneur à la Chambre haute. Il n'est pas douteux que nos conseils provinciaux répondront à la confiance du législateur constituant par des choix dignes de la mission confiée aux nouveaux sénateurs. Elle conservera au Sénat élu, même par les seuls électeurs de 30 ans, une autorité égale à celle de la Chambre ; car les mandataires de tous les conseils provinciaux du pays compenseront, et au delà, l'absence au scrutin sénatorial des couches électorales les moins expérimentées.

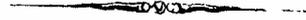
Un membre de la commission avait proposé de trancher par le texte une question qui peut donner lieu à controverse. La liste des citoyens payant le cens exigé par l'article 56 est complétée, dans le cas prévu, par les plus imposés de la province. La députation permanente arrête cette liste supplémentaire ; elle peut commettre des erreurs, inscrire des citoyens moins imposés que d'autres et omettre ceux-ci ; il peut survenir, après une élection sénatoriale, que l'erreur soit signalée et prouvée ; il peut arriver que l'élu du scrutin n'ait pas le droit de figurer sur cette liste supplémentaire, où l'erreur l'a inscrit, qu'il ne soit pas éligible. La validité de l'élection pourra-t-elle être contestée ? Ce serait déplorable ; la bonne foi des électeurs aurait été surprise, l'équité ne ratifierait pas cette décision ; il importerait de la proscrire par le texte constitutionnel.

On a répondu que la jurisprudence du Sénat et son règlement avaient fixé dans ce sens l'interprétation du texte constitutionnel ; qu'il était donc inutile de prévoir dans la Constitution une difficulté déjà résolue, qu'il suffisait de

constater que, d'un avis unanime, tous les membres de la commission partageaient l'opinion qui vient d'être exprimée. Si des dispositions spéciales doivent régler la matière, c'est dans la loi électorale qu'il faudra les insérer.

*Le Rapporteur,*  
MELOT.

*Le Président,*  
T. DE LANTSHEERE.



## Kamer van Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 14 JULI 1893.

### XCII.

Herziening van de artikelen 53, 54 en 56 der Grondwet (¹).

### DERDE VERSLAG

OPGESTELD, UIT NAAM DER COMMISSIE (¹), DOOR DEN HEER MELOT.

MIJNE HEEREN,

Gij hebt op nieuw de artikelen 53 en 56 der Grondwet naar uwe commissie tot onderzoek verzonden; deze staat dus nu voor drie nieuwe voorstellen. Gij kent die, zij werden gedrukt en u uitgedeeld.

(¹) Verklaringen van de Wetgevende macht, n<sup>o</sup> 5, I (*Staatsblad* van 23 en 24 Mei 1892, n<sup>o</sup> 144 en 145).

Regeling van proceduur, n<sup>o</sup> 19, II.

Lijst van de leden der Commissie, n<sup>o</sup> 20, III.

Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n<sup>o</sup> 15, V.

Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n<sup>o</sup> 15, VII.

Voorstel tot herziening der artikelen 52 en 57, n<sup>o</sup> 22, IX.

Voorstel tot herziening van artikel 53, n<sup>o</sup> 23, XIII.

Voorstel tot herziening van artikel 56, n<sup>o</sup> 27, XIV.

Voorstel tot herziening van artikel 57, n<sup>o</sup> 28, XV.

Voorstel tot herziening der artikelen 53 en 56, n<sup>o</sup> 42, XXIX.

Voorstel tot herziening van artikel 56, n<sup>o</sup> 45, XXX.

Amendement aan de voorstellen betreffende artikel 56, n<sup>o</sup> 44, XXI.

Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet, n<sup>o</sup> 46, XXXIII.

Nota betreffende de voorstellen tot herziening, vervat in n<sup>o</sup> 46, XXXIII.

Tabel der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 14 Januari 1893, n<sup>o</sup> 53, XLII.

Tabel der stemmingen door die Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 30 Januari 1893, n<sup>o</sup> 57, XLIV.

Verslagen, n<sup>o</sup> 114, XLVI en 208, LXXII.

Voorstellen tot herziening der artikelen 53, 54, 56, 57, 58, n<sup>o</sup> 195, LXVIII.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 209, LXXIII.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 212, LXXIV.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 219, LXXVI.

Voorstel tot herziening van de artikelen 26, 53 en 54 der Grondwet, n<sup>o</sup> 221, LXXVII.

Tabel der voorstellen betreffende artikel 53 der Grondwet aan de stemming der Kamer onderworpen op 17 Juni 1893, n<sup>o</sup> 225, LXXI.

Voorstellen tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 226, LXXX.

Voorstel tot herziening van artikel 56 der Grondwet, n<sup>o</sup> 227, LXXXI.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 228, LXXXII.

Voorstellen tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 250, LXXXIII.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 253, LXXXIV.

Voorstellen tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 242, LXXXV.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 243, LXXXVI.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 244, LXXXVII.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 249, LXXXIX.

Voorstel tot herziening van artikel 53 der Grondwet, n<sup>o</sup> 250, XC.

(²) De Commissie was samengesteld uit de Heeren: DE LANTSHEERE, *Voorzitter*; ANCIEN, COREMANS, DE SMET DE NAEYER, FÉRON, FRÈRE-ORBAN, FRIS, GRAUX, HEYNEN, HOUZEAU DE LEHAIE, JANSON, MELOT, NEUJEAN, SABATIER, SAINCTELETTE, SCHAEZTEN, SCHOLLAERT, TACK, VAN CLEEMPUTTE, VISART AMÉDÉE en WOESTE.

Na de besprekingen en de stemmingen der Kamer, schijnt niemand zich te kunnen vleien het door hem geliefkoosd stelsel geheel te zien zegevieren. De wijze van verkiezing in twee graden werd aan de stemming der Kamer onderworpen welke ze verstootte door eene beslissing van beginsel, met eene overgrote meerderheid. Gij hebt het stelsel niet aanvaard, bij hetwelk men in den hooger en leeftijd der kiezers eenen behoudsgezinden waarborg vond voor de samenstelling van den Senaat; echter bekwam dit voorstel, dat uitging van uwe commissie, een aantal stemmen bijna gelijk aan de twee derden der stemmenden. Nochtans is het zeker dat het meerendeel der leden van de Kamer en van den Senaat het noodig achten een verschil te maken in de wijze van verkiezing der twee Kamers. De gehouden besprekingen laten daarentrent geen twijfel hoegenaamd bestaan; de eenen beperken, voor den Senaat, het aantal kiezers, de anderen verdeelen dezelfde kiezers in andere groepen.

Wil men de artikelen 53 en 56 herzien, dan schijnt het onvermijdelijk te trachten de verschillende meeningen overeen te brengen, ze te vereenigen in eene schikking welke voor allen aannemelijk is. In deze poging tot overeenkomst, kunnen de beide artikelen niet gescheiden worden; hun lot is verbonden door eene nauwe verwantschap; zij oefenen op elkander grooten invloed uit en zijn zoodanig vereend dat, mocht geen enkel der voorstellen betreffende artikel 53 de buitengewone meerderheid van de twee derden der stemmen op zich vereenigen, er hoogst waarschijnlijk geen enkele wijziging zou gebracht worden aan artikel 56. Dit is het gevoelen van een groot getal leden der Kamer.

Het ontwerp, dat de achtbare Heer Léon Visart aan de commissie heeft voorgesteld, betreft enkel artikel 53. Het gaat alleen uit van het beginsel der verkiezing in twee graden. Het onderscheidt zich door tweederlei karakter van het vroeger aan de Kamer aangeboden ontwerp, in denzelfden gedachten-gang en toen door haar verworpen.

Vooreerst wordt de eerste afgevaardigde, die dikwijls eenig is, door den gemeenteraad benoemd; in de tweede plaats is het aantal der afgevaardigden meer beperkt. Men mag zich afvragen welke het doel en de beweegredenen zijn dezer instelling van twee klassen van afgevaardigden. Waarom worden de eenen gekozen door den gemeenteraad terwijl de anderen rechtstreeks benoemd worden door de algemeene kiezers? Daaruit volgt dat in de kleine gemeenten, de algemeene kiezers geheel beroofd zijn van het recht om de afgevaardigden te kiezen, terwijl dit recht hun toegekend wordt in de meer aanzienlijke gemeenten.

De formule van den Heer Léon Visart heeft geen steun gevonden in de commissie. Slechts één lid sloot zich in beginsel daarbij aan, doch hij vroeg dat al de afgevaardigden door de gemeenteraden zouden gekozen worden. De achtbare Heer Visart heeft erin toegestemd zijn oorspronkelijk voorstel in dien zin om te werken en ziehier den nieuwen vorm welken hij er aan gegeven heeft:

« De senatoren worden in iedere kiesomschrijving verkozen door de

- » volksvertegenwoordigers, de provinciale raadsleden en eenen afgevaardigde van iedere gemeente, gekozen door den gemeenteraad.
- » In de gemeenten welker bevolking meer dan 500 inwoners bedraagt, duiden de gemeenteraden daarenboven ééne afgevaardigde aan op 1,000 inwoners of breuk van dat cyfer boven de 500.
- » De verkiezing gebeurt in de hoofdplaats van het arrondissement
- » De stemming is verplichtend. »

Aan dat gewijzigd ontwerp werd het levendig verwijt gedaan dat het, voor de samenstelling van den Senaat, een' uitsluitenden invloed toekent aan de gemeenteraden. Tegen zulk eene tusschenkomst van wege de gemeenteraden, in de verkiezing der senatoren, verzetten zich twee redenen. Eerst en vooral, men weet nog niet eens hoe het kiezerskorps, geroepen die raden te benoemen, zal samengesteld zijn. De wet die dat kiezerskorps zal inrichten zal immer kunnen gewijzigd worden door eene andere wet, bij enkele meerderheid aangenomen. De vorming van den Senaat zal dus, onrechtstreeks maar zeker, louter afhangen van eene eenvoudige wet. Daarenboven is het verkeerd aldus de politiek in de gemeenteverkiezingen te mengen. In België zijn er nog een groot getal gemeenten wier raden zich uitsluitend op bestuurlijk en niet op politiek terrein bewegen; men moet er zich voor wachten daarin dat zaad van tweedracht te doen doordringen. 't Voorstel van den Heer Visart werd verworpen met tien stemmen tegen één; twee leden onthielden zich.

Ook het ontwerp van den Heer Dohet beperkt zich tot artikel 55; het staat in verband met het voorstel dat, bij de eerste stemmingen door de Kamer uitgebracht, het minst ontmoedigend onthaal heeft gevonden. Het achtbaar lid stelt voor den ouderdom waarop men kiezer voor den Senaat zal zijn, op 30 jaar te bepalen; zijn ontwerp is eene minnelijke schikking tusschen hen die 't zelfde kiezerskorps willen voor Senaat en voor Kamer, en de voorstanders van den vijfendertigjarigen ouderdom; het brengt de beide meeningen nader tot elkander door het ouderdomsverschil van 23 tot 55 jaar in twee te splitsen. De leden die het voorstel onderteekenden, hebben er de aandacht op gevestigd, dat het vaststellen van den dertigjarigen ouderdom in overeenstemming zou zijn met den aard en de bepalingen van de burgerlijke wet. 't Is, zeggen ze, op den ouderdom van 50 jaar, dat de man zijne volkomen ontwikkeling bereikt; 't is op dien ouderdom dat de burgerlijke wet de laatste banden wegneemt waarmede zij soms, met het oog op een maatschappelijk of op een bijzonder belang, de vrijheid der daden van den mensch beperkt. Den ouderdom van 50 jaar aannemende, zou artikel 55 enkel de meest wettelijke, veranderlijke bestanddeelen van de kiezersbevolking verwijderden. Het niet bezitten van dat recht zou voor hen ongevoelig zijn. Hoevelen zelfs zouden het niet eens merken, daar zich, tusschen den ouderdom van 23 en dien van 30 jaar, geene enkele gelegenheid zou kunnen voordoen om deel te nemen aan de verkiezing van een lid voor den Senaat! Voor bijna allen zou de berooving van het kiesrecht zich tot eene enkele verkiezing beperken. Eindelijk alle beschouwingen die men, in de voorgaande beraadslagingen, deed gelden voor den ouderdom van 33 jaar, kunnen ook hier ingeroepen worden, eenigszins verzacht doch niet weggeruimd.

Verscheidene leden der commissie verklaarden zich tegen dat ontwerp. Ze waren het eens in hun verzet, doch zij wettigden dat verzet op grond van verschillende, zelfs tegenstrijdige redenen. Door de eenen werd beweerd dat bedoeld voorstel belachelijk was, dat het geenen invloed hoegenaamd zou uitoefenen op de samenstelling noch op den geest van het kiezerskorps; dat zoo, in die orde van gedachten, het aannemen van den vijfendertigjarigen ouderdom als doelmatig kon beschouwd worden, de ouderdom van 50 jaar geen enkelen bijzonderen waarborg opleverde. Anderen, integendeel, bestreden levendig wat door hen eene niet gewettigde vermindering genoemd werd van het kiezerskorps, hetwelk men nutteloos zou berooven van zijne meest bedrijvige en krachtdadige leden. Uit de verklaringen in den schoot der commissie afgelegd, blijkt nochtans, dat het niet onmogelijk zou zijn, dat zekere leden die den ouderdom van 50 jaar afkeuren, er zouden toe besluiten dien ouderdom aan te nemen, uit geest van verzoening; doch, tot die mogelijke toetreding zouden zij als voorwaarde stellen dat hun ruime toegevingen zouden gedaan worden bij artikel 56; de voorwaarden tot verkiesbaarheid zouden op zulke wijze moeten geregeld worden, dat alle maatschappelijke klassen, met name de werkende klas, door eenige harer leden in den Senaat konden vertegenwoordigd worden.

Het voorstel des Heeren Dohet werd niet onderworpen aan de stemming uwer commissie; het is, met bijkomende waarborgen, vervat in het ontwerp der Heeren de Smet de Nayer en Visart, welke laatste vóór dat van den Heer Dohet ter stemming werd gelegd en aangenomen.

Dat ontwerp der Heeren Amédée Visart en de Smet de Nayer behelst de artikelen 53, 54 en 56 der Grondwet; het schijnt nog meer vatbaar te zijn voor eene minnelijke schikking. Het roept twee klassen van Senatoren in 't leven: de eenen worden benoemd door de kiezers van artikel 47, wien de ouderdomsvoorwaarde van 50 jaar wordt opgelegd; bovendien, geeft het zes en dertig senatoren wier verkiezing toevertrouwd wordt aan de provincieraden en aan de afgevaardigden der gemeenteraden. Verscheidene gedeelten van dat ingewikkeld ontwerp vonden geene genade in den loop der beraadslaging daarover gehouden. Het deelnemen van de gemeenteraden aan de verkiezing voor den Senaat werd afgekeurd, evenals dit geschiedde met de toepassing van 't beginsel der minderheidsvertegenwoordiging voor de verkiezing door de provincieraden gedaan en, eindelijk, de gelijkheid van 't getal bijkomende senatoren voor de provinciën die niet eene even groote bevolking hebben. Door de Heeren Amédée Visart en de Smet de Nayer werd de gegrondheid dier opmerkingen erkend, en, diensengevolge, wijzigden zij hun ontwerp als volgt:

#### Art. 53.

De Senaat is samengesteld:

1<sup>o</sup> Uit leden verkozen, naar gelang der bevolking van iedere provincie, ingevolge artikel 47; niettemin moeten de kiezers ten volle 50 jaar oud zijn. De bepalingen van artikel 48 zijn toepasselijk op de verkiezing dier senatoren;

2<sup>o</sup> Uit leden verkozen door de provinciale raden, ten getale van twee per provincie tellende min dan 500,000 inwoners, van drie per provincie tellende van 500,000 tot één millioen inwoners, en van vier per provincie tellende meer dan één millioen inwoners.

ART. 54.

't Getal senatoren die rechtstreeks door 't kiezerskorps worden gekozen, is gelijk aan de helft van 't getal leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers.

ART. 56.

Om voor den Senaat verkiesbaar te zijn moet men :

- 1<sup>o</sup> Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie verkregen hebben ;
- 2<sup>o</sup> Zijne politieke en burgerlijke rechten genieten ;
- 3<sup>o</sup> Zijn wettig woonverblijf in België hebben ;
- 4<sup>o</sup> Ten minste 40 jaar oud zijn ;
- 5<sup>o</sup> In België ten minste 1,500 frank rechtstreeksche belastingen betalen, patenten inbegrepen ;

Of hetzij eigenaar, hetzij vruchtgebruiker zijn van onroerende goederen in België gelegen, wier kadastraal inkomen ten minste 15,000 frank bedraagt.

In de provinciën waar 't getal dezer verkiesbaren niet de verhouding van 1 op 5,000 inwoners bereikt, wordt de lijst aangevuld door de hoogst aangeslagenen der provincie, tot beloop dier verhouding. De op de aanvullende lijst gebrachte burgers zijn maar verkiesbaar in de provincie waar zij hun wettig woonverblijf hebben.

De senatoren, door de provinciale raadsleden verkozen, zijn ontslagen van alle voorwaarde van cijns; ze mogen niet behooren tot den provincialen raad die ze verkiest, noch deel uitgemaakt hebben van die vergadering gedurende de twee jaar die de verkiezing voorafgaan.

Uwe commissie stelt u voor dat ontwerp aan te nemen. De stemmen waren verdeeld volgenderwijze : artikel 53 van het ontwerp, acht stemmen *voor*, vier *tegen*, eene onthouding; artikel 54, negen *voor*, vier onthoudingen; artikel 56, negen *voor*, één *tegen*, drie onthoudingen.

Het geheel dezer beschikkingen beantwoordt niet geheel aan het verlangen zelfs van hen die ze hebben aangenomen; het is het gevolg eener minnelijke schikking tusschen de verschillende stelsels. De voorstanders van de verkiezing in twee graden vinden er hun geliefd denkbeeld in terug onder zijn' meest volmaakten vorm : inderdaad zulken zes en twintig senatoren gekozen worden door bestaande korpsen, de provinciale raden. Zij die voor den rijperen leeftijd zijn, ontvangen zekere voldoening door de aanneming van den dertigjarigen ouderdom; zooals wij reeds deden opmerken, geeft deze ouderdomsbeperving aan geene enkele klasse der bevolking

eenig voorrecht; zij is toepasselijk op iedereen zonder uitzondering van stand noch fortuin. Zij belet dus niet hen, die uit een democratisch gevoelen voor den Senaat en de Kamer eenzelfden kiesoorsprong wenschen, ernstige voldoening te verkrijgen in de rechtstreeksche verkiezing van het grootste getal der senatoren. De voorwaarden tot verkiesbaarheid worden, zonder belangrijke wijziging, behouden voor het grootste deel van den Senaat; zij geven eenige zekerheid van gematigdheid en voorzichtigheid; en toch laat de afwezigheid van elke soortgelijke voorwaarde voor de senatoren, door de provincieraden gekozen, aan alle burgers zonder onderscheid toe naar den senatorszetel te dingen. In dit stelsel, waarbij het streven om uit vele zaken het beste te kiezen wordt ingegeven door de noodzakelijkheid om eene buitengewone meerderheid te vereenigen, hoopt de commissie een geheel van waarborgen te vinden, geschikt om aan den Senaat zijn conservatief karakter te behouden: de ouderdom van 30 jaar, de voor het grootste getal vereischte voorwaarden tot verkiesbaarheid, en, ten overige, de tusschenkomst der provinciale raden.

Deze raden zijn, na de wetgevende vergaderingen, de eerste door verkiezing ontstane vergaderingen des lands, en men mag daarvan bijzonder verlichte keuzen verwachten. In Holland worden al de senatoren verkozen door de provinciale raden; vele staatslieden, de verkregene uitslagen waarderende, vinden dit stelsel uitmunten; het zou nuttig kunnen zijn het in zekere mate naderbij te komen en zijne voordeelen te genieten zonder er de bezwaren van te moeten duchten. Zoo vindt men de gelegenheid hulde te brengen aan de historische herinneringen, verflauwd maar niet uitgedoofd, die verbonden zijn aan onze provinciën van ouds.

Wat de vrees betreft de politiek in het provinciale leven te mengen, die zou, naar het schijnt, wat laat komen. Inderdaad, de benoeming van enkele senatoren door de provinciale raden zal niets aan den tegenwoordigen toestand veranderen noch aan de verdeeldheid der partijen op provinciaal terrein. Laat ons hieromtrent opmerken dat de oplossing, in ons ontwerp vervat, eerlijk is in de verdeeling per provincie der senatorsplaatsen en niet het evenwicht kan storen der partijen zooals thans volgt uit het spel onzer instellingen.

Zoo zouden er voortaan twee klassen bestaan van senatoren verkozen ten verschillenden titel. Dit moet ons niet verwonderen: er bestaat geen Senaat bij de vreemde volken, waarvan al de leden hun mandaat ontleenen aan dezelfde bron. De engelsche Senaat, bij voorbeeld, een der zuiverste tijpen van Eerste Kamer, bezit, naast de eifelijke pairs, door verkiezing benoemde leden, de pairs van Schotland. De nieuwe klas belgische senatoren zal, in den grond, haar mandaat ontleenen aan dezelfde bron als de oude: de verkiezing; de titels zullen, van weerskanten, even eervol zijn.

De toevoeging der senatoren door de provinciale raden verkozen, is overigens, volgens de ontwerpers van het voorstel, te rechtvaardigen uit vele en gewichtige oogpunten. Zij zal den Senaat versterken door er mannen binnen te brengen die, volgens alle berekeningen, eer zullen doen aan de Eerste Kamer. Het is niet twijfelachtig dat onze provinciale raden zullen beantwoorden aan het vertrouwen van den wetgever door keuzen waardig van de zending aan de nieuwe senatoren toevertrouwd. Zij zal aan den verkozen

Senaat, zelfs door de kiezers van 30 jaar alleen, eene macht behouden gelijk aan die der Kamer; want de lastgevers van al de provinciale raden des lands zullen vergoeden, en meer dan vergoeden, het gemis bij de senatoriale stembus van de minst geoefende kiezersklassen.

Een lid der commissie had voorgesteld eene quæstie, die totj betwisting aanleiding kan geven, in den tekst zelven op te lossen. De lijst der burgers die den bij artikel 56 vereischten eijns betalen, wordt, in het voorziene geval, door de hoogst aangeslagenen der provincie aangevuld. Die aanvullende lijst wordt opgemaakt door de bestendige deputatie van den provincialen raad; deze kan dwalingen begaan, kiezers op de lijst brengen die minder belastingen betalen dan andere kiezers en laatstbedoelden laten wegvallen; 't kan gebeuren, dat, na eene verkiezing voor den Senaat, op den misslag gewezen wordt en dat men dezen bewijze; 't is mogelijk dat de verkozene het recht niet hebbe te staan op die aanvullende lijst, waar men hem bij vergissing opbracht, dat hij niet verkiesbaar zij. Zal de geldigheid der verkiezing kunnen betwist worden? 't zou te betreuren zijn; men zou misbruik gemaakt hebben van 't goed vertrouwen der kiezers, die beslissing zou in billijkheid niet kunnen bekrachtigd worden; 't zou passen ze bij den grondwettelijken tekst te verbieden.

Daarop werd geantwoord dat de jurisprudentie van den Senaat en zes reglement de uitlegging van den grondwettelijken tekst in dien zin bepaald hadden; dat het dus nutteloos was eene reeds opgeloste moeielijkheid in de grondwet te voorzien, dat het voldoende was vast te stellen, dat al de leden der commissie de zoeven uiteengezette meening eenparig deelden. Zoo dat punt door bijzondere bepalingen behoort geregeld te worden, dan zal men deze in de kieswet moeten opnemen.

*De Verslaggever,*  
MELOT.

*De Voorzitter,*  
T. DE LANTSHEERE.

